



Audience des organisations de retraité·e·s au Cabinet du 1^{er} ministre, le 3 décembre 2024

L'audience s'est tenue de 14 h 30 à 15 h 40. Les 8 organisations qui appelaient à cette journée nationale d'action étaient présentes. Nous avons été reçus par M. Paul BAZIN, Conseiller travail, emploi, insertion et retraites, chef de pôle.

Après un tour de table de présentation, Cathy Cau, de la CGT et au nom des 8 organisations, a tout d'abord remercié pour avoir, cette fois, répondu positivement à notre demande d'audience auprès du 1^{er} ministre : c'est la première fois depuis 10 ans d'existence du G9. Il a été insisté dès le départ sur la colère des personnes retraitées face à la volonté du gouvernement de vouloir, encore une fois, ne pas respecter le code de la sécurité sociale et de refuser d'indexer toutes les retraites sur l'inflation. Plus largement, nous contestons le PLFSS 2025 qui refuse les moyens de financement nécessaires à la sécurité sociale et qui opère des coupes claires dans de nombreux crédits sociaux. Tout ceci va continuer de dégrader le pouvoir d'achat des personnes retraitées. Ces choix nous sont annoncés être faits au nom d'une politique d'austérité nécessaire pour redresser les comptes publics. Mais les personnes retraitées ne sont en rien responsables des politiques publiques menées depuis des années par les gouvernements, et particulièrement depuis 2017, et qui ont privé tant la sécurité sociale que l'État de recettes. Les personnes retraitées sont par ailleurs fortement impactées par les dégradations des services de santé et d'accès aux soins et par l'augmentation de leur coût. De plus en plus de personnes renoncent à des soins pour des raisons financières, dont des personnes retraitées.

M. Bazin, du cabinet du 1^{er} ministre, a commencé par vouloir nous rappeler la situation dans laquelle nous sommes. Le texte de PLFSS, issu des travaux de la commission Mixte Paritaire, allait faire l'objet d'un rejet par l'Assemblée nationale. Le 1^{er} ministre a décidé d'engager la responsabilité de son gouvernement en faisant usage du 49.3. C'est une attitude responsable face à la dégradation des comptes de la sécurité sociale si nous voulons qu'elle réponde aux besoins croissants de la population. Le gouvernement a retenu de demander des efforts à toute la population, dont les retraité·e·s, en protégeant les petites pensions.

Solidaires a signifié que ce discours n'est plus entendable pour les personnes retraitées qui, après des décennies de constat des impasses dans lesquelles ont conduit les politiques « pro-business », voient bien que les « efforts » ne sont pas justement répartis. Le gouvernement continue dans la même orientation dogmatique de réduction « des charges fiscales et sociales » pour les grandes entreprises et pour leurs actionnaires en rendant le territoire français attractif pour les « investisseurs ».

La FSU a ajouté qu'il est possible de trouver de nouvelles recettes pour la sécurité sociale, notamment par une égalité salariale entre les hommes et les femmes, par des emplois à plein temps, par une augmentation des salaires : tout ceci fait des cotisations en plus. La retraite, ce n'est pas une allocation sociale, c'est un droit qui est la contrepartie de cotisations antérieures et participe de la solidarité entre les générations.

M. Bazin répond que ce gouvernement a disposé de très peu de temps pour préparer un budget et qu'il a cherché à faire contribuer aussi les plus grosses entreprises. Il se prononce aussi pour l'égalité salariale et précise que le 1^{er} ministre veut discuter d'un aménagement de la réforme des retraites de 2023, notamment sur les questions de l'égalité salariale et des droits familiaux. Des sanctions pourraient être appliquées aux entreprises qui adoptent des écarts salariaux excessifs. Par ailleurs, le gouvernement s'est employé à poursuivre la politique de réduction du chômage et de création d'emplois, ce qui conduit à améliorer la

situation de la sécurité sociale. Le gouvernement ne reste donc pas inactif face aux recettes de la sécu, mais il se soucie aussi des dépenses.

FO souligne que les budgets sont décidés année après année, mais les personnes retraitées sont en mesure de juger les politiques publiques sur la durée. Or, elles constatent qu'il y a de plus en plus de personnes retraitées pauvres : on est passé d'un million à deux millions en quelques années. Il y a donc une continuité dans l'action des gouvernements passés, de gauche ou de droite, qui remet en cause, budget après budget, tout l'édifice social, en particulier de la Sécurité sociale qui est un des piliers de la démocratie dans ce pays. Pendant la crise sanitaire, le gouvernement a loué l'hôpital public et ses personnels, les services publics, la sécurité sociale, mais dès la fin de la crise sanitaire, il a repris les suppressions d'emplois à l'hôpital, les fermetures de lits, les fermetures de sites, les suppressions de postes de fonctionnaires, d'enseignants, etc. Les politiques menées depuis des années conduisent à ce qu'une grande partie de la population perde confiance à l'égard des gouvernements et craignent pour l'avenir du système social. De ce fait, le consentement à l'impôt et à la cotisation est en cause.

Ensemble & Solidaires remarque que les 20 milliards qui vont être demandés aux très grosses entreprises, c'est vraiment peu de chose par rapport à tout ce qu'elles ont pu recevoir depuis trop d'années. D'autres politiques sont possibles : ou bien, le gouvernement fait une politique sociale, ou bien il décide de favoriser l'enrichissement des riches.

M. Bazin note ce risque de perte de confiance de la part de la population. Il souligne aussi qu'il y a des limites à l'imposition des capitaux, c'est qu'ils quittent le territoire français, et il y aurait des conséquences graves. Il nie que le gouvernement veuille faire des retraité·es une « variable d'ajustement » de la politique budgétaire.

Solidaires rappelle tout de même que le décrochage des revenus des retraité·es par rapport au revenu des actifs est déjà en cours avec l'accumulation des anciennes réformes des retraites et que les projections faites par le COR confirment les conséquences de ces choix politiques pour les prochaines décennies.

La FSU souligne que les gouvernants sont dans l'incapacité de ressentir le vécu quotidien de la majorité de la population. Les questions de santé sont primordiales. Le coût de la santé est de plus en plus élevé, et des personnes retraitées, et pas seulement, n'ont plus de mutuelles, car c'est trop cher.

La CGT ajoute que c'est aussi un choix politique de multiplier les emplois au SMIC. Il n'y a pas de raison pour expliquer pourquoi le niveau de vie des gens doit baisser quand elles partent en retraite. Il faut que les entreprises paient leurs cotisations sociales et il faut arrêter les exonérations.

Ensemble & Solidaires indique que les organismes comme le Secours populaire et les Restos du Cœur enregistrent de plus en plus d'inscriptions. Et on y trouve beaucoup de personnes retraitées. C'est le résultat des choix de société faits par les gouvernements depuis des décennies.

La FGR-FP ajoute que ces choix de « taper sur les retraité·es » a des conséquences graves. A terme, ceci peut mettre en cause l'engagement des personnes retraitées dans le bénévolat et dans la vie associative et municipale. Il ne faut pas rompre la solidarité entre les générations.

M. Bazin termine en nous remerciant de nos éclairages et ajoute qu'il transmettra nos propos.